

**Face au gouvernement Macron-Barnier-Retailleau,  
gouvernement ultra-réactionnaire avalisé par le RN,  
combattre pour imposer aux dirigeants syndicaux  
la réalisation du front unique sur le mot d'ordre :  
« À bas le projet de budget 2025 ! »**

**Barnier désigné Premier ministre avec l'aval du RN**

Le 5 septembre, deux mois après les résultats des élections législatives, Macron trouvait enfin une solution politique à l'imbroglie politique en choisissant Barnier comme premier ministre. En tant que politicien bourgeois, celui-ci offre toutes les garanties. Sa longue carrière politique témoigne d'un attachement et d'une fidélité à toute épreuve à la défense des intérêts de la bourgeoisie française. En particulier son bilan dans les institutions européennes comme commissaire européen puis négociateur du Brexit constitue un gage donné à Macron et aux cercles dirigeants de la bourgeoisie : en matière européenne sa politique s'inscrira dans les pas de celle des gouvernements Macron et il n'aura pas d'état d'âme à mettre en œuvre les budgets d'austérité nécessaires pour défendre les positions de la bourgeoisie française en Europe. Par ailleurs les positions qu'il a mises en avant lors de la primaire de LR de 2021, sur l'immigration, où il a repris les positions du RN, ainsi

que sur les retraites en se prononçant pour la retraite à 65 ans, ou encore sur l'école, avec des positions ouvertement dirigées contre l'école publique et les statuts nationaux des enseignants, montrent qu'il n'aura pas d'état d'âme non plus pour s'en prendre aux libertés démocratiques et poursuivre l'entreprise de liquidation des conquêtes du prolétariat.

C'est d'ailleurs parce qu'il est perçu ainsi que les manifestations appelées par LFI le 7 septembre, convoquées initialement pour afficher la pseudo radicalité de LFI dans un but manœuvrier, ont finalement connu une participation plus importante que ce qui était annoncé. Une fraction de la jeunesse et du prolétariat a voulu s'en saisir pour dénoncer la formation du gouvernement Macron-Barnier, gouvernement de la réaction avalisé par le RN.

**Le gouvernement Macron-Barnier-Retailleau : un gouvernement ultra réactionnaire.  
La place de Retailleau**

La formation du gouvernement a été laborieuse. Encore une fois les intérêts partisans ont parlé. Pour les représentants de LR le soutien apporté à Barnier et la participation au gouvernement ne devaient pas conduire à une assimilation avec le camp présidentiel car cela aurait été se saborder face au RN, il leur fallait imprimer leur marque dans la politique gouvernementale. C'est pourquoi ils ont revendiqué des ministères régaliens tel que celui de l'Intérieur pour faire passer les mesures contenues dans leur « *pacte législatif* » sur l'immigration. Cela a provoqué une levée de boucliers du groupe macroniste par la voix de Attal qui a dénoncé une tentative de LR de faire main basse sur le gouvernement alors qu'il ne dispose que du 5e groupe de l'AN. Au final, pour éviter un blocage politique et institutionnel qui aurait placé Macron en première ligne, Macron, Attal et Bayrou ont dû accepter un compromis qui fait la part belle à LR. LR avec ses 47 députés obtient quasiment le même nombre de portefeuilles que le camp présidentiel (10 contre 12), dont nombre de partisans de la Manif pour tous, ce qui fait de ce gouvernement le gouvernement de l'ordre moral, de la réaction cléricale. Surtout, LR obtient les portefeuilles qu'il sollicitait : le ministère de l'Intérieur pour Retailleau ou celui des Outre-mer, qui occupe une place centrale dans la défense des positions de l'impérialisme français (Kanaky, Martinique...), pour François-Noël Buffet. Ce n'est pas pour y faire de la figuration que LR occupe ces postes. Retailleau s'est immédiatement fendu d'une déclaration assurant la police d'une totale impunité. Les phrases qu'il a proférées depuis sa prise de fonction sur l'immigration (« *Le problème c'est le nombre. Trop c'est*

*trop ! Le pays n'est pas un hall de gare* ») ou sur ses priorités (« *rétablir l'ordre, rétablir l'ordre et encore rétablir l'ordre* ») ne relèvent pas simplement de l'affichage. Retailleau va employer tous les moyens à sa disposition sur le plan réglementaire et législatif pour appliquer le pacte législatif de LR : expulser plus, régulariser moins, liquider l'aide médicale d'État (AME) et remettre en cause le droit du sol, allonger la durée de la détention provisoire et rétablir les peines planchers. Il est à ce poste pour cela : tailler le plus possible dans les libertés démocratiques, aussi longtemps que ce gouvernement restera en place, pour démontrer qu'il n'est nullement nécessaire de recourir au RN, puisque le parti historique de la Ve République applique le programme du RN. Voilà la mission qui lui a été confiée par LR et qu'il s'apprête à remplir avec le soutien de Barnier, cela en allant le plus vite possible car il sait que le gouvernement est à la merci d'une motion de censure votée par le RN.

Concernant la politique économique et budgétaire, Macron a obtenu que des représentants de Renaissance soient placés aux manettes de Bercy pour avoir l'assurance que la politique mise en œuvre depuis 2017 serait poursuivie. Il faut dire que Wauquiez, qui avait été sollicité pour le poste de ministre l'Économie, s'est désisté car il n'avait aucune envie d'endosser politiquement l'austérité budgétaire. Il a préféré se tenir en dehors du gouvernement, tout comme les autres chefs des partis gouvernementaux, les Attal, Philippe et Bayrou. Ceux-ci tiennent à garder leur liberté de manœuvre pour préparer la suite car ils mesurent parfaitement l'extrême fragilité d'un gouvernement sans

majorité et sans programme commun. Or du point de vue de la bourgeoisie, il faudrait au contraire un gouvernement fort, un gouvernement chirurgical qui engage le fer contre le prolétariat, un gouvernement qui prenne des mesures

drastiques pour donner des marges de manœuvre budgétaires à la bourgeoisie française. Mais comment en est-on arrivé là ? Il faut reprendre l'enchaînement des événements pour comprendre.

---

### Retour sur les élections européennes et l'annonce de la dissolution

---

Avant les élections européennes Macron avait tenté de limiter la montée électorale du RN. Mais rien n'y a fait, le RN a fait le double des voix de la liste de l'ex-majorité. Cela a constitué une modification radicale de la situation politique. Alors que jusque-là la difficulté pour Macron était concentrée à l'Assemblée nationale (AN) où il ne disposait pas de la majorité absolue, au soir du 9 juin, son gouvernement et l'ex-majorité subissent une défaite politique cuisante : ils sont minoritaires dans le pays. Alors certes Macron aurait pu s'appuyer sur les institutions de la Ve république pour continuer à gouverner, mais il savait que tôt ou tard la situation politique nouvelle allait pousser les partis d'opposition à voter une motion de censure. Plutôt que d'attendre passivement ce moment, il a pris les devants en décidant de dissoudre l'AN et d'apparaître comme celui autour duquel le barrage contre l'arrivée au pouvoir du RN pouvait s'organiser et se gagner. Mais dès le 9 juin au soir, il a été clair qu'il s'agissait d'un pari perdant. En effet, les organisations qui avaient composé la NUPES ont mis de côté les oppositions qui les divisaient depuis des mois. Les quatre organisations, PS, PCF, LFI et EELV, se sont mises d'accord pour présenter un candidat unique dans chaque circonscription avant même d'avoir discuté d'un programme. Ce soir-là en effet il n'était pas question d'un programme de mesures concrètes précises, leur programme se résumait à la constitution d'un « front républicain » contre le risque d'une victoire du RN. C'est-à-dire une position conforme à celle du grand patronat qui, par l'intermédiaire du MEDEF, s'était déclaré à plusieurs reprises dans les mois précédents défavorable à l'arrivée au pouvoir du RN.

Il faut dire que les dirigeants du PS avaient tout à fait conscience qu'après des décennies où les gouvernements dirigés par le PS ont à chaque fois pratiqué une politique de gestion loyale du capitalisme consistant à porter coup sur coup aux travailleurs, ils n'avaient pas retrouvé une base

électorale stable, une base électorale dans les couches populaires. Ils savaient que le petit succès de la liste Glucksmann aux élections européennes (dont la politique n'était qu'une copie dite « de gauche » du macronisme) ne garantissait en aucune façon un résultat comparable aux élections législatives. Ils mesuraient que face au risque de l'arrivée au pouvoir du RN, c'est même très exactement l'inverse qui était le plus probable car l'électorat prolétarien du PS a fondu et que l'électorat Glucksmann est par définition « Macron compatible ».

C'est pourquoi les dirigeants du PS ont mis immédiatement sur pause leurs querelles avec LFI et se sont précipités pour se mettre d'accord sur le principe de candidatures uniques. Les autres organisations sont arrivées à la même conclusion que le PS. En effet, leurs représentants se rappelaient qu'en 2022 en constituant la NUPES ils avaient globalement doublé leur représentation parlementaire bien que n'ayant pas obtenu substantiellement plus de voix qu'aux législatives de 2017 où ils s'étaient présentés séparément. Voilà les bases sur lesquelles l'accord s'est fait entre le PS, le PCF, LFI et EELV. L'habillage en Nouveau front populaire (NFP) est venu après. Cette suggestion de Ruffin apportant un halo de pseudo radicalité à l'opération a été retenue alors qu'il s'agissait de « recoller les morceaux » entre appareils pour éviter une défaite électorale et pas d'une coalition constituée pour faire barrage à la poussée des masses comme le sont les dispositifs de front populaire. L'accord sur le programme a été bouclé ensuite, en quelques jours à peine. Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur son contenu car sa nature est déterminée par les garde-fous qu'il fixe sur les questions internationales. A savoir des positions clairement pro-impérialistes, que ce soit sur l'Ukraine, avec l'affirmation du soutien à Zelenski et la volonté de poursuivre les livraisons d'armes, ou bien sur la Palestine, avec la reconnaissance de l'ersatz d'État palestinien et la condamnation du 7 octobre.

---

### Les résultats des élections législatives

---

Au soir du premier tour des législatives, le NFP révèle son véritable contenu : le « Front Républicain ». Mélenchon annonce, au nom des chefs des partis du NFP, que tous les candidats arrivés en 3<sup>e</sup> position avec le RN en tête devaient se retirer. C'est un appel à voter pour tous ceux qui, par leur politique, ont pavé la voie au RN, les ennemis de classe du prolétariat. Dès le lendemain, les dirigeants des syndicats appellent à leur tour au « front républicain » pour « faire barrage à l'extrême droite ».

Avec l'opération NFP, le prolétariat et la jeunesse se sont vus à nouveau privés de la capacité d'exprimer un vote de classe. La dernière fois, c'était il y a à peine deux ans. Macron avait été réélu. Le nombre de voix pour le RN est passé de 4,2 millions au premier tour des législatives de 2022 à plus de 10 millions cette fois-ci. Du point de vue du prolétariat, ces résultats ont constitué une lourde défaite

électorale et marqué un approfondissement de la dégradation du rapport de force entre les classes, dégradation qui est le produit de la succession des défaites subies sur le terrain de la lutte de classe directe depuis 2003 (2003 sur les retraites des fonctionnaires, 2010 avec la réforme Sarkozy portant l'âge de départ à 62 ans, 2013 son aggravation avec la réforme Touraine, 2018 sur le statut des cheminots, 2023 sur la fermeture des régimes spéciaux RATP, EDF et le report de l'âge légal de départ à 64 ans). Le PCF, dont la survie électorale ne procède plus que des restes de ses positions municipales, a subi de nouveaux revers avec la défaite de certains de ses principaux représentants. Il ne maintient un groupe à l'AN que par artifice. Quant au PS, s'il a doublé son nombre d'élus, son électorat essentiellement concentré dans les grandes métropoles se caractérise désormais par son caractère

volatile. Il n'arrive pas à retrouver une base électorale stable. La composition de l'Assemblée nationale élue est l'expression de ce rapport de forces entre les classes. Les partis de la bourgeoisie obtiennent 386 sièges sur 577 : 142 pour le RN et les ciottistes, 47 pour LR, 166 pour l'ex-majorité, 21 pour le groupe Liot et 8 non-inscrits.

Le « front républicain » au second tour a bien fonctionné et permis que le parti présidentiel et l'ex-majorité sauvent les meubles grâce au désistement de 131 candidats NFP ; il a permis de faire élire Borne et Darmanin, il a sauvé les postes d'un certain nombre de dirigeants de LR et empêché le RN d'obtenir une majorité de députés à l'AN. Néanmoins, le pari politique de Macron s'est soldé par une deuxième défaite du camp présidentiel, avec l'effondrement et la dispersion de ses effectifs de députés. Macron n'a plus de majorité, même relative, à l'AN ; son

parti Renaissance passe de 172 à 99 sièges et l'ensemble des partis du camp présidentiel perd 77 sièges alors que le RN arrive en tête au second tour avec 10 300 000 voix. L'AN se retrouvait alors à l'issue des élections divisée en trois blocs : le NFP, qui devient le premier groupe parlementaire mais avec 193 sièges seulement, ce qui est loin de lui assurer la majorité puisqu'il lui manque près de 100 sièges pour cela, le RN, qui dispose de 142 sièges avec son allié ciottiste, et l'ex-majorité, avec 166 sièges. LR obtenant 47 sièges.

C'est une crise majeure de représentation politique de la bourgeoisie qui est ouverte. Mais tout aussi grave et inédite que soit cette crise, elle se produit dans une situation où la classe ouvrière est profondément sur la défensive et impuissante à en tirer le moindre avantage politique.

### **À l'origine de la crise de représentation de la bourgeoisie : le déclin accéléré de l'impérialisme français**

L'expulsion de la France du Mali, puis du Burkina Faso et du Niger a porté un coup majeur à ce qui fut le pré carré de l'impérialisme français en Afrique. Mais aujourd'hui l'expression la plus saisissante du déclin de l'impérialisme français est incontestablement la terrible situation en Kanaky, confrontée à la répression de l'État colonial et en voie d'effondrement économique et social en raison de l'acharnement de l'impérialisme français à y maintenir sa domination. Or avec la Kanaky, c'est la place de l'impérialisme français dans le Pacifique qui se trouve maintenant menacée et ses plus de 9 millions de km<sup>2</sup> de zone économique exclusive que l'impérialisme français ne veut pas lâcher. A cela s'ajoute l'envoi des CRS en Martinique pour réprimer la mobilisation contre la vie chère. Cette situation de déclin pousse dans les bras du RN la hiérarchie militaire et policière nostalgique de la grandeur passée de l'impérialisme français.

À la racine de cette remise en cause des positions de l'impérialisme français il y a l'affaiblissement inexorable de sa place dans l'économie mondiale. Contrairement au discours mensonger des gouvernements Macron, la France n'est pas sortie renforcée mais affaiblie de la crise dite sanitaire : le solde des échanges de la France continue de se dégrader au sein de la zone Euro, la productivité du travail y a davantage diminué que dans les autres économies européennes, le déficit de son commerce extérieur est toujours massif et son récent rétablissement partiel ne peut masquer la faiblesse persistante des capacités exportatrices de la France. Fait significatif : les fermetures ou menaces de fermetures de sites dépassent à nouveau en 2024 le nombre d'ouverture de sites industriels.

Quant à la situation de ses finances publiques, elle s'est considérablement aggravée : le déficit budgétaire de la France, loin de se résorber, a atteint 5,5% du PIB en 2023 (et 6% annoncé pour 2024), ce qui en fait le plus élevé de l'UE après l'Italie. Concernant la dette publique, la France est à l'avant avant-dernière place en Europe, juste devant l'Italie et la Grèce, un des seuls pays en Europe dont la dette

publique continue à s'accroître. Elle atteint plus de 110 % du PIB fin 2023. Le renchérissement du service de la dette qui en découle creuse la dette extérieure du pays qui approche désormais les 28 % du PIB. Le diagnostic est donc clair et net : le capitalisme français est en voie de déclin en Europe. La façon dont Breton a été prestement éjecté de son poste de commissaire européen en est une expression saisissante.

Cette dégradation emporte des conséquences politiques. De par leur nature de classe, les partis bourgeois ont besoin pour exercer leur domination d'obtenir le soutien de couches petites bourgeoises et même de fractions du prolétariat. Or ces couches petites bourgeoises subissent aujourd'hui de plein fouet les conséquences du déclin du capitalisme français, la perte de ses positions et la pression de la concurrence internationale qui se fait de plus en plus forte. C'est pourquoi elles se détournent des partis bourgeois traditionnels, de l'ex-majorité ou de LR, qui incarnent l'axe pro-UE des cercles dirigeants de la bourgeoisie française, et font mouvement vers le RN, qui leur paraît porteur d'une politique pouvant les protéger derrière des barrières nationales. Le regroupement de toute une partie de la petite paysannerie autour de la Coordination rurale dans la mobilisation paysanne de l'hiver dernier a été une illustration de ce mouvement.

Il en va de même concernant de larges secteurs du prolétariat qui, trahis par la politique des appareils syndicaux de soutien à la bourgeoisie française, à son axe pro-UE, d'accompagnement des restructurations et plans sociaux qui en résulte, ne voient eux-aussi d'autre issue que dans le « repli national » et le rejet des immigrés rendus responsables de leur situation. Ce sont ces tendances de fond qui alimentent la montée en puissance du RN, quasi naturellement et pratiquement sans qu'il n'ait rien à faire. Il y a aujourd'hui une dynamique du vote RN qui se renforce mécaniquement au fur et à mesure que les positions du capitalisme français s'effritent.

### **Une situation de crise d'une gravité inédite sous la Ve République**

La situation de crise issue des législatives n'a rien à voir avec les situations de cohabitation des gouvernements

Chirac en 1986-1988, Balladur entre 1993 et 1995 et Jospin entre 1997 et 2002. Dans chacun de ces cas, la victoire de

l'opposition aux élections législatives avait transféré l'essentiel du pouvoir de la présidence de la république au premier ministre et à son gouvernement. Or aujourd'hui tel n'est pas le cas, puisqu'il ne s'est pas dégagé de véritable majorité aux élections et à l'AN.

Macron déclarait attendre de voir comment allait se passer la « structuration » de la nouvelle AN pour « éclairer » son choix du premier ministre. Or c'est au contraire une AN « déstructurée » qui est ressortie des élections à la présidence et au bureau de l'AN, des élections des présidents des commissions et des rapporteurs : Braun-

Pivet a fini certes par être élue au 3e tour comme présidente de l'AN, mais l'ex-majorité est minoritaire dans le bureau de l'Assemblée. Quant à l'élection des présidents de commissions et des rapporteurs, elle a débouché sur une situation difficile pour le camp présidentiel qui ne détient plus aucun poste important sur le sujet crucial du budget, ni à l'AN ni au Sénat. Par contre, aucun représentant du RN n'a été élu à un poste de responsabilité en application de la politique du « front républicain », alors qu'en 2022, bien qu'ayant moins de sièges, le RN avait obtenu des postes de responsabilité dans les commissions. C'est la seule chose qui a été vraiment maîtrisée.

---

### Le MEDEF appelle « à faire le choix du pays »

---

Cette situation de crise intervient au pire des moments puisqu'il est impératif pour la bourgeoisie française de ne pas différer les décisions notamment budgétaires à prendre si elle ne veut pas se faire reléguer de manière définitive en deuxième division au sein de l'UE. C'est pourquoi le MEDEF a décidé de se faire entendre dès le lendemain des élections en exhortant Macron, « garant de l'intérêt national à faire le choix du pays plutôt que des intérêts

partisans ». C'est la position que Macron a traduite dans sa déclaration du 10 juillet où il dressait le constat que seules les forces républicaines représentent une majorité absolue et appelait à un large rassemblement en concluant : « *les forces politiques doivent concrétiser le « front républicain » par leurs actes* ». C'était la ligne de l'« arc républicain » du PS jusqu'à LR, en excluant LFI et le RN.

---

### Les appareils syndicaux en soutien de leur bourgeoisie

---

La position exprimée par la direction de la CGT le 8 juillet au soir recoupe exactement la position du MEDEF. Les mots sont les mêmes : « *il faut rassembler le pays* » déclare-t-elle, en ajoutant « *partout dans les territoires la CGT va rencontrer les députés républicains pour porter les exigences du monde du travail* ». C'est la ligne du « front républicain ». Alors certes, immédiatement après les élections, la direction de la CGT ne pouvait qu'apparaître défendant la constitution d'un gouvernement du Nouveau front populaire, elle qui n'a cessé de mettre en avant la constitution du NFP pour faire passer sa ligne du « front républicain ». Le Comité confédéral national de la CGT déclare le 9 juin : « *le nouveau gouvernement doit être formé au plus vite autour du programme du Nouveau Front Populaire* ». Mais au même moment Binet affirme : « *la gauche en majorité relative devra faire des compromis* ». Dans une interview à RTL elle va jusqu'à déclarer : « *on n'a pas besoin d'un gouvernement de martyrs qui tombe au bout de trois semaines. On a besoin d'un gouvernement qui*

*puisse diriger le pays dans la durée* ». Or un gouvernement qui puisse diriger le pays dans la durée, étant donné l'absence de majorité, que peut-il être d'autre qu'une mouture du gouvernement de « l'arc républicain » que le MEDEF et Macron appellent de leurs vœux ? Tous les dirigeants syndicaux se sont disposés sur cette orientation : le 11 juillet, l'intersyndicale fait une déclaration demandant le renforcement de la démocratie sociale dans la période à venir. Cette déclaration a pris toute sa signification après que le MEDEF à son université d'été a appelé les directions syndicales à s'engager au plus vite dans la voie du dialogue social. Avant même que la bourgeoisie en ait fait la demande, les directions syndicales s'étaient déclarées disponibles pour renforcer le dispositif de dialogue social que la bourgeoisie estime indispensable dans la difficile période à venir pour faire passer les mesures d'austérité projetées. On ne peut pas faire plus responsable au compte de la bourgeoisie.

---

### Gouvernement de « l'arc républicain » : de quoi s'agit-il ?

---

Il ne s'agit pas d'un gouvernement constitué sur la base d'un programme de défense des libertés démocratiques. En effet, ce n'est pas le fait que le RN recueille un succès massif dans la police, la gendarmerie et tout l'appareil d'État répressif qui est de nature à inquiéter en quoi que ce soit le MEDEF et l'ensemble des partis bourgeois qui n'ont cessé d'œuvrer au renforcement policier de l'Etat. Sur cette question ils sont tous d'accord pour donner toujours plus de moyens à la police, à la gendarmerie et à l'institution

judiciaire pour réprimer en particulier les fractions du prolétariat et de la jeunesse issues de l'immigration auxquelles le capitalisme français en crise n'offre aucune perspective d'avenir et qu'il marginalise dans des ghettos. Par contre, c'est sur les questions économiques que se situent les divergences et en particulier sur l'axe pro-UE qui est celui des cercles dirigeants de la bourgeoisie française. Ils estiment que sur cette question fondamentale le RN et LFI n'offrent pas suffisamment de garanties.

---

### Intérêt de classe, « intérêts partisans » et plans de carrière individuels

---

Cela étant, du point de vue des partis politiques, la réalisation d'un gouvernement de « l'arc républicain » était loin d'aller de soi. Pourquoi ? Parce que comme le dit à juste titre le MEDEF, il y a aussi les intérêts partisans. Sans compter les plans de carrière individuels dans la perspective

de l'élection présidentielle de 2027. C'est ainsi que pour Wauquiez, devenu le dirigeant du groupe parlementaire, il était a priori exclu que LR participe à un gouvernement de « l'arc républicain » car cela impliquait d'endosser les futurs budgets (celui de l'Etat et celui de la Sécurité sociale)

qui doivent porter les coups les plus rudes contre l'immense majorité de la population. Il estimait que ce serait sacrifier ses chances pour 2027 et se saborder au profit du candidat du RN. D'où la manœuvre engagée à ce moment-là par LR qui a élaboré un « *pacte législatif* » pour s'afficher aux yeux de la bourgeoisie comme une force de proposition responsable tout en refusant d'intégrer un gouvernement de coalition. Une position qualifiée par Pradié, qui s'est mis en congé du parti, de « *stratégie du tas de cendres* », c'est-à-dire une position sacrifiant les « intérêts supérieurs de la nation » au profit d'intérêts partisans, voire personnels.

Du côté du NFP, en particulier du PS, sous une forme différente le dilemme était le même. Que le PS n'ait plus à faire ses preuves en matière de trahison éhontée des intérêts des travailleurs est une affaire entendue, mais depuis 1981, c'est toujours sous la conduite de gouvernements structurés par le PS que de telles politiques ont été systématiquement conduites. Or là, il s'agissait de s'associer au camp présidentiel et à LR dans un gouvernement de coalition pour mettre en œuvre la politique d'austérité que la situation du capitalisme français exige. Une tout autre affaire, dont le seul bénéficiaire serait Mélenchon. Mélenchon qui justement ne cessait de « préparer le terrain », notamment en affichant des postures radicales totalement déconnectées de la réalité. C'est le cas de sa déclaration, faite immédiatement après la communication

des résultats des législatives, dans laquelle il affirmait qu'il appartient au président de la république de désigner un premier ministre qui devra appliquer « *rien que le programme mais tout le programme du NFP* », cela alors que Mélenchon savait très bien qu'un gouvernement du NFP constitué sur le programme du NFP serait immédiatement renversé. C'est le cas aussi de sa menace d'engager une procédure de destitution dans le cadre de l'article 68 de la constitution contre Macron s'il ne désignait pas Castets comme première ministre. Cette procédure nécessitant l'approbation des 2/3 des députés et sénateurs n'a pas plus de chance d'aboutir. Mais LFI a décidé de prendre seule cette initiative pour placer Faure sous la pression de ceux qui, au sein du PS et en marge du PS, ne peuvent qu'être révoltés par une menace qui va totalement à l'encontre de la stabilisation du cadre politique qu'exige la défense de la bourgeoisie française, c'est-à-dire l'opposition à Faure. Mais ce dernier, mesurant que Mélenchon voulait le pousser à la faute et lui faire porter la responsabilité de la rupture, a estimé que l'association à un gouvernement de « l'arc républicain » pour mettre en œuvre les budgets d'austérité que la situation impose achèverait de détruire le PS et laisserait la voie libre à Mélenchon. C'est pour cette raison qu'il a décidé de continuer, avec l'appui de EELV et du PCF, à soutenir la candidature de Castets comme s'il ne s'était rien passé.

---

### **Les consultations des 23 et 26 août : Macron écarte l'hypothèse d'un gouvernement du NFP**

---

Castets et Faure n'avaient pourtant pas ménagé leurs efforts pour démontrer leur volonté de compromis. C'est ainsi que Castets avait, d'après *Le Monde* du 26/08, « *expliqué la méthode qu'elle comptait mettre en place une fois au pouvoir et les compromis qu'elle était prête à consentir pour obtenir des majorités* » et « *évoqué des convergences possibles avec le pacte d'action* » (proposé par Attal). Elle avait « *fait valoir un certain nombre d'ouvertures sur les sujets fiscaux de la part de Attal...qui s'est montré ouvert à l'adoption d'un ISF vert, à la conditionnalité des aides aux entreprises, à la baisse des exos de charges patronales sur les hauts salaires* ». Faure avait ajouté : « *il s'agirait de trouver texte par texte des majorités et chemin faisant, on verrait si des gens sont prêts à venir avec nous* ». Le moins qu'on puisse dire, est qu'on était là très loin du « *rien que le programme mais tout le programme du NFP* » ; on était même à l'opposé, puisqu'en réalité la ligne avancée par Castets et Faure était celle d'un « front républicain » texte par texte. Mais pour autant, les formations de l'ex-majorité reçues par Macron se sont prononcés contre tout soutien à un gouvernement incluant LFI.

Mélenchon a aussitôt vu le profit qu'il pouvait tirer de la situation. Il a fait semblant de poser la question au camp présidentiel : « *le gouvernement de Mme L. Castets, s'il ne comportait aucun ministre insoumis, est-ce que vous vous engagez à ne pas voter la censure et à lui permettre d'appliquer le programme pour lequel nous sommes*

*arrivés en tête des élections législatives ?* ». Ce faisant, Mélenchon, qui avait cautionné le fait que Castets prenne position au nom de tous devant Macron pour l'établissement de compromis texte par texte, affichait une attitude d'ouverture, comme s'il voulait faciliter l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement du NFP tout se donnant la possibilité de porter « *un regard très critique (sur les accords passés au parlement)* », selon les mots d'un ténor du PS en ne participant pas au gouvernement. Autrement dit, Mélenchon se plaçait dans la position de soutenir un éventuel gouvernement du NFP comme la corde soutient le pendu. Il poursuivait ainsi son objectif de liquider le PS, de faire place nette car il ne doit plus subsister même les restes des partis d'origine ouvrière pour mettre en œuvre la politique bonapartiste néo-gaulliste que porte LFI.

Mais pour les partis bourgeois traditionnels, un gouvernement du NFP, même sans LFI, était inacceptable. En soutenant, même tacitement, un tel gouvernement et en ne votant pas la censure, ils ouvriraient un boulevard au RN. C'est pourquoi immédiatement les ténors des partis bourgeois sont montés au créneau pour indiquer qu'il était hors de question qu'ils soutiennent un gouvernement du NFP même sans LFI car la question était celle du programme du NFP. C'est ce qui a permis à Macron de conclure au nom de la stabilité institutionnelle qu'il n'était pas possible d'accepter la formation d'un gouvernement du NFP qui serait immédiatement censuré.

---

### **L'impossibilité d'un gouvernement de « l'arc républicain »**

---

Aussitôt Macron s'est lancé dans un deuxième round de concertations sans associer LFI, ni le RN, ni Ciotti. Par

contre, il a invité le PS, le PCF et EELV. Cela correspondait à la recherche du gouvernement de « l'arc républicain ».

Mais ceux-ci ont décliné l'invitation de Macron étant donné son refus de constituer un gouvernement Castets. Leur refus a été la matérialisation du fait que, dans l'immédiat, la formation d'un gouvernement de « l'arc républicain » en

bonne et due forme était impossible en raison de la pression exercée par le RN en particulier sur LR et par LFI sur les partis d'origine ouvrière.

### La bourgeoisie française prise à la gorge s'impatiente

Cette impatience s'est exprimée très fortement à l'université d'été du MEDEF les 27 et 28 août, en particulier par la bouche du président du syndicat des indépendants et TPE qui a dit : « *il est plus que temps pour le président de la république de nommer le ou la chef de gouvernement...et qu'une direction claire soit donnée* », ainsi que par la voix du président du MEDEF, Martin, qui a déclaré : « *si un cap politique clair et rassurant n'est pas rapidement défini, le risque de retournement (économique) sera majeur* ». Celui-ci a accompagné sa mise en garde d'un état des lieux de l'économie française alarmiste : « *on a battu en juillet le record historique des dépôts de bilan* ». Il a expliqué que l'industrie est sur une pente difficile et que la consommation ne reprend pas de vigueur. C'est incontestable : personne en effet ne s'illusionne sur la durabilité de l'effet JO qui s'est traduit par une amélioration conjoncturelle de l'emploi au deuxième trimestre (+ 40 000) et une hausse du PIB de 0,2 %. Le recul pour le 6<sup>e</sup>

trimestre consécutif de l'emploi intérimaire, indicateur avancé de l'évolution de l'activité économique, le constat que les ventes de voitures se sont effondrées de 24 % au mois d'août en France, que les exportations vont être confrontées à des obstacles croissants avec le tarissement prévu de la demande étrangère de la part de la Chine, des USA et de l'Allemagne sont autrement significatifs. Il faut aussi évidemment tenir compte des éléments fondamentaux déjà évoqués sur la dégradation des positions de la France dans l'économie mondiale et l'état extrêmement alarmant de ses finances publiques. C'est ce qui a amené le président du MEDEF à souligner la menace de déclassement de la France et à mettre en garde contre les graves errements auxquels s'exposerait le pays « *si les orientations poursuivies depuis 2017 sont abandonnées* ». Le message était clair et net : se dépêcher de trouver une solution politique permettant de poursuivre sur la voie des contre-réformes engagées depuis 2017.

### La recherche d'un premier ministre de « rassemblement »

À défaut de pouvoir constituer un gouvernement de « l'arc républicain », Macron va donc consulter « *des personnalités se distinguant par l'expérience du service de l'Etat et de la République* ». Il s'agit, dit-il, de « *personnes qui ont servi l'Etat au plus haut niveau, susceptibles d'avoir un avis éclairé ou d'occuper la fonction de premier ministre* ». Après la défaite subie aux élections, il n'était en effet pas possible de continuer comme si de rien n'était ; il était nécessaire d'afficher un changement politique. C'était la condition pour poursuivre la politique engagée depuis 2017. C'était donc forcément soit du côté du PS, soit du côté de LR qu'il fallait chercher la personnalité pouvant incarner le gouvernement de large rassemblement qu'appelait de ses vœux Macron.

L'hypothèse d'un premier ministre de « gauche » présentait l'intérêt pour Macron d'être de nature à faciliter le dialogue avec les appareils syndicaux à un moment où il est évident que gouvernement et patronat auront grand besoin de s'appuyer sur les directions syndicales pour faire passer leur politique. Cazeneuve présentait l'avantage d'avoir largement fait ses preuves en tant que défenseur de l'État bourgeois, notamment en couvrant la gendarmerie dans l'assassinat de Rémi Fraisse. Mais la candidature de Cazeneuve s'est heurtée au refus de Faure et du groupe parlementaire PS. Faure a expliqué qu'un chef de gouvernement qui ne bénéficierait pas du soutien des trois autres forces du NFP serait forcément l'otage du camp présidentiel aux troupes beaucoup plus importantes avec ses 166 sièges que celles du PS et ses 61 sièges. Aux soutiens de Cazeneuve regroupés autour de Geoffroy, Mayer-Rossignol, Hidalgo, Delga, il a déclaré : « *si vous voulez gouverner sans le NFP avec la droite, vous serez la droite* ». Au final, lors du BN du 3 septembre, la direction Faure et le groupe parlementaire ont maintenu leur refus

d'apporter un soutien inconditionnel à Cazeneuve, ce qui a conduit certains, tels que le sénateur PS de l'Hérault Hussein Bourgi, à parler « d'une entreprise d'impeachment orchestrée par Faure contre Cazeneuve ».

L'hypothèse d'un premier ministre issu de LR, celle offrant le plus de facilités concernant la poursuite de la politique mise en œuvre depuis 2017, se heurtait jusqu'alors au refus de Wauquiez de s'associer sous quelque forme que ce soit au camp présidentiel. Mais au sein de LR la pression s'est renforcée, notamment de la part de Sarkozy qui est intervenu opportunément le 30/08, pour contraindre Wauquiez à tourner et accepter qu'un représentant de LR aille à Matignon. « *Wauquiez a fini par accepter pour ne pas apparaître comme irresponsable* », a commenté un député LR. Mais il n'y a pas que la nécessité de contribuer à trouver une issue à la crise gouvernementale conformément à la demande de la bourgeoisie qui a déterminé l'évolution de LR. Il y a aussi le calcul politique selon lequel Macron étant affaibli, il est préférable d'être aux manettes gouvernementales pour participer à la succession. Mais bien évidemment, une candidature soutenue par le groupe LR avec ses 47 députés nécessitait l'assurance que le RN ne voterait pas la censure dès la formation d'un tel gouvernement. Ce que celui-ci a accepté sans hésitation, car cela permet au RN, qui ne renonce en rien à postuler au pouvoir, d'afficher une attitude de parti responsable de nature à renforcer sa légitimité aux yeux de la bourgeoisie. C'est ainsi que le RN est passé du statut de paria, qui avait été le sien au deuxième tour des législatives et lors de l'attribution des postes de responsabilité dans l'AN, à celui d'arbitre des nominations. Le gouvernement Macron-Barnier-Retailleau à peine constitué se trouve confronté à des échéances majeures.

## L'échéance des budgets 2025 : le mur de la dette

Alors que la Commission européenne a placé en juillet 2024 la France sous procédure de déficit excessif en raison de l'importance du déficit budgétaire 2023 de l'État alors annoncé (4,9%), au final le déficit budgétaire 2023 est supérieur puisqu'il a atteint 5,5 % du PIB. Concernant l'année 2024, alors que le budget voté reposait sur une prévision de 5,1 % de déficit, ce dernier pourrait dépasser les 6 % fin 2024. Le déficit ne cesse de s'aggraver.

Ces questions du déficit budgétaire et de la dette, qui dépasse les 3 200 milliards d'euros, soit plus de 112 % du PIB, étreignent la bourgeoisie française. En effet, un déficit deux fois plus important que celui de l'Allemagne signifie des taux d'intérêt beaucoup plus importants à verser pour les emprunts de l'État, c'est-à-dire une charge de la dette beaucoup plus importante pour les finances publiques qui obère les capacités de l'État à soutenir les capitalistes français. Cela à un moment où les bourgeoisies européennes sont prises en étau dans l'affrontement économique entre les impérialismes US et chinois à coup de subventions massives et de crédits d'impôts à leurs industries de pointe. Or d'ores et déjà les industriels français des secteurs de pointe représentant l'avenir, tel celui de l'hydrogène, tirent la sonnette d'alarme sur le retard qui est en train d'être pris par la France et demandent que l'État renforce son soutien budgétaire.

Pour la bourgeoisie française il n'y a donc pas d'échappatoire : il faut restaurer des marges de manœuvre budgétaires en taillant dans les déficits. Or la dégradation des comptes publics rend obsolète le plan de B. Le Maire qui prévoyait de ramener le déficit à 3 % d'ici 2027. Selon Villeroy de Galhau, le gouverneur de la Banque de France, ramener le déficit budgétaire en dessous de 3 % fin 2029 suppose de l'ordre de 100 M « d'économies », soit 20 milliards par an. Le projet de budget établi par Attal pour 2025 et repris comme base de travail par le nouveau gouvernement s'inscrit dans ce cadre. C'est un budget d'austérité qui correspond à 10 milliards de coupes. Sachant que ce projet prévoit 3 milliards de crédits budgétaires supplémentaires pour les armées, c'est en fait 13 milliards de coupes au minimum pour les autres ministères (les ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'immigration, de l'agriculture notamment voient leurs crédits rabotés). Le ministère du travail étant de manière significative le plus touché avec plus de 2 milliards de coupes devant s'appliquer aux aides à l'apprentissage mais aussi aux dispositifs d'aide aux chômeurs que sont les contrats d'insertion, les contrats d'engagement jeunes, aux missions locales et même aux travailleurs handicapés en réduisant les aides pour l'adaptation des postes de travail

dans les entreprises adaptées. Encore une fois, c'est haro sur les jeunes précaires et les chômeurs.

Mais le gouvernement ne compte pas s'en tenir là. Pour 2024, une partie des 16,5 milliards de crédits gelés en juillet vont être purement et simplement supprimés dans une situation où beaucoup de ministères sont déjà « à l'os », il est question d'une loi de finances rectificative pour limiter le déficit. Concernant 2025, il est aujourd'hui beaucoup agité l'idée de hausses d'impôts qui épargneraient les classes moyennes pour frapper les plus riches et les entreprises. Outre le fait que le flou qui entoure la notion de classe moyenne n'est pas de nature à rassurer les couches populaires, les nouveaux ministres viennent de faire une mise au point : les « efforts » porteront principalement sur les dépenses, ils se traduiront par de nouvelles coupes, des « mesures fortes », ont-ils dit. Il est donc envisagé d'aggraver les coupes budgétaires déjà annoncées par Attal.

La situation des comptes sociaux est également très dégradée. Le déficit hospitalier prévu pour 2024 dépasse les 2 milliards. Le président de la Fédération hospitalière de France affirme que « *la situation budgétaire de l'hôpital public n'a jamais été aussi dégradée* ». Il estime à 6 milliards l'augmentation nécessaire du budget des hôpitaux. La facture de remboursement des soins de ville qui représentent 40 % du total des dépenses de santé est aussi en train de dérapier. Un dépassement de plus d'un milliard est attendu d'ici à la fin de l'année. En conséquence, la Cour des comptes juge « *hors de contrôle* » les comptes de la sécu 2024. Etant donné qu'il est hors de question pour la bourgeoisie française, prise à la gorge, de revenir sur les dizaines de milliards d'exonération de cotisations sociales dont bénéficient les patrons, ce sont donc de nouveaux coups contre le droit à la santé et la sécu qui sont en préparation dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2025. Il est évoqué de réduire substantiellement l'indemnisation des journées de maladie, d'étendre la franchise médicale à tous les « dispositifs médicaux » (implants, prothèses...), voire de supprimer le 100 % pour la grande majorité des assurés pris en charge en affections de longue durée, ce qui constituerait une régression historique.

La bourgeoisie doit donc se donner les moyens politiques de faire passer l'aggravation des coups portés à la population laborieuse sur tous les plans. Etant donné la fragilité de ce gouvernement, cela passe plus que jamais par le dialogue social, dont l'approfondissement constitue un objectif politique de première importance pour le gouvernement et la bourgeoisie aujourd'hui.

## L'importance décisive du dialogue social pour le nouveau gouvernement

Dès ses premières prises de parole, Barnier a mis en avant le rôle des directions syndicales ; il a affirmé avoir « *beaucoup de respect* » pour elles, en ajoutant : « *notre pays a besoin de syndicats forts* ». Cela avant même d'avoir constitué son gouvernement, comme si les appareils syndicaux étaient appelés à occuper un ministère de ce gouvernement. Cela n'a évidemment pas été le cas car les rapports entre les classes ne le permettent pas. Par contre,

c'est à dessein qu'une ministre, Panosyan-Bouvet, ayant « *le dialogue social chevillé au corps* » selon un dirigeant syndical et voulant « *incarner un changement de méthode* » a été placée à la tête du ministère du travail pour associer les directions syndicales à la mise en œuvre de la politique du gouvernement.

À la fin du mois d'août, le président du MEDEF, Martin, avait ouvert la voie en appelant les directions syndicales à

reprenre les négociations sur l'emploi des seniors qui comportaient un volet sur la mise en œuvre de la réforme des retraites. Le 13 septembre, les dirigeants des fédérations de fonctionnaires ont fait des propositions au gouvernement en la matière. Ils ont dit oui à l'ouverture de discussions sur le contenu de la réforme, à condition que celle-ci soit suspendue. Barnier s'est saisi de la perche tendue. Il vient de proposer d'ouvrir des discussions pour « améliorer le texte sur la réforme des retraites ». D'ores et déjà, des thèmes sont mis en avant tels que les carrières longues, la pénibilité et les carrières féminines.

Après l'interview de Barnier à TF1 le 6 septembre, *Le Figaro* écrivait : « Si Michel Barnier entend ouvrir de possibles discussions sur le sujet, il veut, quoi qu'il arrive, respecter "le cadre budgétaire" ». Ouvrir des discussions sur des aménagements de la loi retraites, dans le strict

respect du « cadre budgétaire », c'est pour Barnier, l'opportunité de donner un coup de fouet à la politique de concertation avec les directions syndicales. Autrement dit les dirigeants des fédérations de fonctionnaires ont ouvert la voie au gouvernement. Mais en réalité, ils n'ont fait que mettre leurs pas dans ceux des dirigeants des confédérations.

Relancer des concertations sur la question des retraites, c'est aussi accepter de collaborer à la préparation de nouvelles contre-réformes qui pourront s'appuyer sur le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) de juin dernier. La responsabilité des dirigeants syndicaux est d'exiger l'abrogation de la loi retraites, pas sa suspension. Ils doivent évidemment refuser d'entrer dans des concertations sur son application. Ils doivent boycotter le COR et arrêter de lui apporter leur caution.

---

### Les dirigeants des confédérations ont dit oui au MEDEF pour renforcer le dialogue social ...

---

Comme d'habitude, c'est l'appareil CGT qui a donné le la avec le dialogue organisé sous l'égide du PCF à la Fête de l'Humanité entre Martin et Binet. Binet a dit au patron du MEDEF : « j'ai bien entendu votre appel à la réouverture de la négociation...je pense que votre présence s'inscrit dans ce cadre ». Ce qui est tout à fait exact, mais ce qu'elle omet de dire, c'est que sa participation au débat signifie que la direction de la CGT s'inscrit elle aussi dans le cadre fixé par le président du MEDEF. C'est en effet un partenariat

entre patronat et appareils syndicaux pour faire face aux graves problèmes que rencontre la bourgeoisie française qui a été acté à la Fête de l'Humanité. La mise en œuvre n'a pas tardé, puisque dès le 15 septembre l'appareil CGT comme tous les autres appareils syndicaux participaient à une réunion informelle à laquelle le président du MEDEF les avait conviés pour commencer à passer aux travaux pratiques sur le dialogue social.

---

### ... et oui au gouvernement

---

Les réactions des directions syndicales aux premières prises de parole de Barnier misant sur le dialogue social pour faire passer sa politique ont été tout aussi claires. Binet a ressorti le sempiternel prétexte que les appareils mettent en avant pour justifier leur participation au dialogue social en disant : « nous demandons des clarifications fortes ». Des clarifications ? La direction de la CGT ne voit-elle pas ce que tout le monde voit concernant la catastrophe qui s'annonce pour les travailleurs et la jeunesse avec les projets de budgets 2025 ? Les mesures contre les droits des chômeurs, contre le droit à la santé, les coupes budgétaires pour tous les ministères sauf ceux des armées, de l'intérieur et de la justice ? Concernant les augmentations d'impôts, est-il besoin de participer à un quelconque dialogue pour comprendre que les quelques mesurètes qui pourraient être prises ont pour seule fonction de faciliter l'application des mesures d'austérité pour l'immense majorité ? Comme d'habitude, le dirigeant de la FSU, Teste, s'est aligné sur Binet en indiquant ne pas vouloir faire de procès par avance à Barnier, ce qui est une autre façon de justifier la participation au dialogue social.

À peine quelques jours après la constitution du gouvernement et sans attendre la déclaration de politique générale du premier ministre (qui interviendra après la rédaction de cet éditorial), le dialogue social a commencé à se mettre en place au plus haut niveau par la réception des dirigeants syndicaux par Barnier lui-même. Binet a été reçue le 25 septembre. A la sortie de Matignon elle a déclaré « nos inquiétudes demeurent » et présenté comme un fait positif le fait que la nouvelle ministre du travail ait déclaré « qu'il fallait redonner la main aux acteurs sociaux notamment sur l'emploi des seniors ». Or la proposition de reprendre les discussions sur l'emploi des seniors, ce n'est rien d'autre, sur le fond, que la proposition commune MEDEF-Barnier d'associer les directions syndicales à de nouvelles discussions sur l'application de la réforme des retraites. Binet peut toujours faire des phrases sur l'abrogation de la loi sur les retraites, le fait est qu'elle présente comme positive la proposition MEDEF-Barnier.

---

### L'appel CGT-FSU-Solidaires à la journée d'action du 1<sup>er</sup> octobre escamote le combat contre le budget

---

FO, l'UNSA et la CFDT ont refusé de s'y associer, elles ont renvoyé toute réunion intersyndicale à une date ultérieure à la déclaration de politique générale de Barnier au motif de juger sur pièces, comme s'il n'était pas évident que le gouvernement s'apprête à porter les coups les plus rudes aux travailleurs.

La date du 1<sup>er</sup> octobre pour la journée d'action n'a pas été choisie au hasard par l'appareil CGT. C'est le jour où le

projet de budget était censé être présenté à l'Assemblée nationale. Or le tract d'appel intersyndical pour le 1<sup>er</sup> octobre est titré : « Pour les salaires, les services publics, l'abrogation de la loi retraite. Le 1<sup>er</sup> octobre en grève et en manifestation pour nos droits ! ». Pas un mot sur le budget dans le titre. Mais qui peut penser qu'on puisse obtenir l'augmentation des salaires et une quelconque revendication sérieuse si le budget 2025 s'applique ?



Comment ne pas comprendre que la satisfaction de toutes les revendications, y compris l'abrogation de la réforme des retraites, commencerait nécessairement par infliger une défaite politique au gouvernement sur le sujet brûlant qui est immédiatement sur la table, à savoir les projets de loi de

finances pour 2025 ? Comment comprendre donc que ce ne soit pas le combat contre l'adoption des projets de budget qui soit placé au centre d'un appel des directions syndicales à la mobilisation des travailleurs à cette date ?

---

### Le combat à mener

---

Il est double. C'est le combat contre les budgets (celui de l'Etat et celui de la Sécurité sociale) et le combat en défense des libertés démocratiques, de la fraction du prolétariat et de la jeunesse d'origine immigrée, pour la réalisation du front unique pour arrêter le bras assassin des libertés du gouvernement Macron-Barnier-Retailleau. Le combat sur les mots d'ordre : à bas l'Etat policier, à bas « la chasse aux immigrés », défense du droit du sol, de l'aide médicale d'Etat, contre les arrestations arbitraires est appelé à devenir un combat de première importance.

En ce qui concerne le combat contre les budgets, aujourd'hui la satisfaction de la moindre revendication du prolétariat et de la jeunesse passe nécessairement par le fait infliger une défaite au gouvernement sur les projets de budget. Cela nécessite que les directions syndicales arrêtent de soutenir leur bourgeoisie, qu'elles rompent le dialogue social avec le gouvernement Barnier et le patronat et qu'elles engagent le combat sur le mot d'ordre « à bas le budget 2025 ! ». Engager le combat contre les projets de budget, ce n'est pas glisser quelques mots en bas de page sur le budget dans les tracts sans faire du combat contre ces

budgets le mot d'ordre central. Engager le combat ce n'est pas s'adresser aux députés sur le budget comme les directions syndicales de l'enseignement se proposent de le faire car la majorité de députés RN, LR, Renaissance, entièrement dévoués à leur classe et défenseurs des budgets anti-ouvriers, ne bougera pas d'un millimètre tant qu'elle n'y sera pas obligée.

Engager le combat, cela implique au contraire prendre les dispositions pour infliger une capitulation à cette assemblée réactionnaire. Mais ce n'est pas l'orientation des dirigeants syndicaux qui ne cessent de réclamer plus de dialogue social et organisent des journées d'action impuissantes pour camoufler leur soutien à leur bourgeoisie. Au contraire, cela nécessite la réalisation du front unique des organisations syndicales pour préparer une manifestation nationale en direction de l'Assemblée nationale afin de lui interdire d'adopter le projet de budget. C'est ce qu'il faut imposer aux directions syndicales. Voilà le combat qu'il faut mener dans les organisations syndicales en multipliant les prises de position.

---

### Sur quelle perspective politique ?

---

Infliger une défaite au gouvernement Macron-Barnier-Retailleau sur le budget introduirait un changement radical dans la situation politique. Cela ouvrirait la voie à la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse pour imposer un autre gouvernement, un gouvernement ouvrier dans lequel les organisations syndicales CGT, FO et FSU seraient appelées à occuper une place centrale étant donné que ce sont elles qui organisent aujourd'hui les travailleurs, un gouvernement dont il faudrait exiger qu'il s'engage dans la voie de l'expropriation des grands groupes et des banques

pour établir un plan de production permettant de satisfaire les revendications des travailleurs et de la jeunesse, c'est-à-dire dans la voie du socialisme et de la réalisation des Etats unis socialistes d'Europe. Pour mener ce combat et défendre ce programme il faut construire un Parti ouvrier révolutionnaire et une Internationale ouvrière révolutionnaire. Les militants regroupés autour du bulletin *Combattre pour le socialisme* appellent les travailleurs et la jeunesse à s'associer à ce combat et à s'organiser sur ces bases.

Le 28 septembre 2024

